

ARRÊTÉ N° 2025 - 429

Objet : Demande d'Autorisation de Construire, Aménager ou Modifier un établissement recevant du public (ERP).  
**Commune d'Écully** - Construction de vestiaires et d'un club house (rugby), Les Gantries à Écully  
ERP de type X et de 5<sup>ème</sup> catégorie.

Le maire au nom de l'État,  
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-1 et L2212-2 relatifs aux pouvoirs de police du Maire,  
Vu le code de la construction et de l'habitation,  
Vu le code de l'urbanisme,  
Vu le décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,  
Vu l'arrêté du 25 juin 1980 relatif au règlement de sécurité dans les établissements recevant du public,  
Vu l'arrêté du 22 juin 1990 relatif au règlement de sécurité dans les établissements recevant du public de 5<sup>ème</sup> catégorie,  
Vu l'arrêté préfectoral n°069-2020-09-30-001 du 30 septembre 2020 portant renouvellement de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,  
Vu l'arrêté préfectoral n°69-2024-03-18-00001 du 18 mars 2024 portant renouvellement de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées,  
Considérant la demande de permis de construire n° PC 069 081 2500036, déposée le 22 octobre 2025, par la Commune d'Écully représentée par Monsieur Sébastien MICHEL,  
Considérant la demande d'autorisation n° AT 069 081 2500040, jointe au permis de construire susmentionné,  
Considérant l'avis favorable tacite en date du 16 décembre 2025 de la sous-commission départementale d'accessibilité,  
Considérant la notice de sécurité relative au projet,

ARRÊTÉ

- ARTICLE 1 : L'autorisation n° AT 069 081 2500040 relative aux travaux décrits dans la demande est **accordée sous réserve de l'obtention du permis de construire n° PC 069 081 2500036**.
- ARTICLE 2 : Les dispositions du règlement de sécurité appliqué aux établissements recevant du public de 5<sup>ème</sup> catégorie devront être respectées.
- ARTICLE 3 : Conformément aux dispositions des articles R.421-1 et suivants du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Lyon (184 rue Duguesclin 69433 Lyon cedex 03, ou sur l'application [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).  
Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision dans ce même délai de deux mois. Ce recours gracieux prolongeant le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit, soit dans les deux mois suivant la réponse expresse de rejet au recours gracieux, soit dans les deux mois qui suivent la naissance d'une décision implicite de rejet, laquelle intervient en cas d'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois suivant le recours gracieux.

Fait à Écully, le 22/12/2025

- notifié le 05 JAN. 2025  
- affiché le 05 JAN. 2025

Certifié exécutoire le - 7 JAN. 2026  
Par délégation du maire,  
L'adjointe à l'urbanisme et au campus

Par délégation du maire,  
L'adjointe à l'urbanisme et au campus

Émilie ESCOFFIER-CABY

Émilie ESCOFFIER-CABY

Accusé de réception en préfecture  
069-216900811-20251222-AR\_2025-429-AI  
Date de télétransmission : 07/01/2026  
Date de réception préfecture : 07/01/2026